

GANGSTERS ou RÉVOLUTIONNAIRES ?

(La vérité sur les emprisonnés de Barcelone)

Trois révolutionnaires espagnols risquent la peine de mort ; d'autres de longues peines de prison. L'Etat espagnol cherche à les faire passer pour des gangsters, sous prétexte que deux d'entre eux ont été arrêtés à la suite d'une attaque de banque.

Un comité s'est constitué afin d'apporter à ces militants l'aide matérielle, juridique, humanitaire, dont ils ont besoin (1). Sa première tâche, la plus urgente, est de **briser le silence**. C'est pour cette raison qu'il a réuni dans une brochure ces deux documents qui lui sont parvenus. Le premier décrit le passé des inculpés et les raisons de leurs actes respectifs, exposés par des camarades espagnols des emprisonnés. En publiant ce texte, le comité ne se prononce nullement pour ou contre les thèses qu'il développe. Les inculpés n'exigent d'ailleurs pas d'être soutenus sur la base de leurs propres positions. Ils demandent seulement qu'on fasse la **vérité** sur leur action. Ils revendiquent le droit de ne pas être considérés comme des gangsters, ni non plus comme de simples « antifascistes » ou « antifranquistes ». Ils ne veulent pas qu'on se déclare d'accord avec eux, mais qu'on déclare ce qu'ils sont eux-mêmes.

Seule la vérité totale des faits peut les sauver. Un mouvement d'opinion fera reculer l'Etat espagnol, et limitera leurs condamnations.

Le second document émane de la police de Barcelone. La simple confrontation des deux textes montre à quel point la police dissimule le fond de l'affaire derrière une profusion de détails superficiels destinés à impressionner le public, — avec la complicité de la presse espagnole légale.

Le 6 octobre 1973.

(1) On peut prendre contact ou adresser toute correspondance relative à ce comité en écrivant à P. Vidal-Naquet, 11, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Toute aide financière sera utile : CCP 3856 à Paris.

GANGSTERS OU REVOLUTIONNAIRES ?

Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire à Barcelone.

Dans les derniers jours de septembre 1973, plusieurs camarades sont tombés aux mains de la police espagnole. Le 16, après une expropriation à main armée à Bellver de Cardanya, José Luis Pons Llobet, 17 ans, étudiant, et Oriol Sole Sugranyes, 25 ans, typographe, se sont faits prendre après une fusillade avec la Garde Civile au moment de franchir la frontière française. La police française a d'ailleurs collaboré à ces recherches à l'aide de barrages, d'hélicoptères, etc. La police espagnole réussit ensuite à trouver Maria Augustias Mateos Fernandez, 17 ans, lycéenne, réfugiée chez son beau-père, dans la famille de J.L. Pons Llobet, à Barcelone. La police fit usage de ses méthodes terroristes habituelles, menaçant de ses armes toute la famille. Puis les policiers perquisitionnèrent chez d'autres révolutionnaires.

Ils arrêtaient Santiago Soler Amigo, 33 ans, universitaire, enseignant en sociologie, journaliste, et infirme, connu pour ses activités révolutionnaires et relations nombreuses avec le mouvement ouvrier de Barcelone. Il est vraisemblable que la police fit pression sur lui, et profita de ce qu'il souffrait alors d'épilepsie, pour tendre un piège lors d'un rendez-vous destiné à organiser la diffusion de brochures. Cette chronologie, ainsi que d'autres informations provenant surtout de sources officielles, pourrait être en partie faussée par les efforts de la police visant à brouiller les pistes. La police a pour habitude en pareil cas de dissimuler ou déformer l'origine de ses propres informations, pour susciter une méfiance réciproque entre ceux qu'elle a arrêtés, entre ceux qui sont encore libres, ainsi qu'entre les uns et les autres. La vérité complète sur ces détails sera rétablie ultérieurement.

Les policiers le conduisirent eux-mêmes à ce rendez-vous et arrêtaient Javier Garriga Paituvi, 24 ans, correcteur, et Salvador Puig Antich, 25 ans, étudiant. En tentant de s'échapper, ce dernier, menacé par plusieurs policiers armés, fut obligé d'utiliser son arme, blessant ainsi mortellement Don Francisco Jesus Anguas Barragan, membre de la police politique, la Brigade Politico-Sociale, qui devait décéder de ses blessures. Utilisant les mêmes méthodes terroristes et contre-révolutionnaires, ils ont procédé à l'arrestation d'Emilio Pardinias Viladrich, 30 ans, professeur à l'université de Barcelone, et Maria Luise Piguillem Mateos, 14 ans, employée, ainsi que Manuel Antonio Canestro Amaya. Comme toujours la solidarité joue pleinement entre les Etats au niveau de la répression : la police espagnole a fait appel à Interpol, lui demandant de contribuer à l'arrestation de certains militants dont elle estime qu'ils ont quitté l'Espagne à la suite de ces événements. Surtout, elle a impliqué tous ces révolutionnaires dans les expropriations et d'autres actions à main armée, les présentant comme « une dangereuse bande de gangsters ». Trois de ces camarades risquent la peine de mort : S. Puig Antich, J.L. Pons Llobet et O. Sole Sugranyes. Les autres risquent des peines pouvant atteindre 30 ans de prison. Ils peuvent être jugés secrètement, et la sentence est exécutoire dans les 24 heures.

Les méthodes de ces révolutionnaires étaient une réponse inévitable, directe et nécessaire aux méthodes de l'Etat fasciste. On ne peut accepter qu'un Etat d'assassins, qui tire sur des ouvriers désarmés, les

juge comme des gangsters. Le gouvernement espagnol qui entretient d'excellentes relations avec les démocraties occidentales aussi bien que populaires, va tenter de faire passer ces camarades pour de simples gangsters, et profiter de l'occasion pour impliquer des prolétaires n'ayant aucune part à ces hold-up. Il s'agit en fait de révolutionnaires :

Oriol Sole Sugranyes : a commencé ses activités révolutionnaires à Barcelone en 1964, aux côtés des nationalistes catalans et traversé une série de groupes. Pris à Barcelone en 1967, inculpé d'« association illicite » (concept juridique espagnol très élastique puisqu'il permet de poursuivre quelqu'un simplement parce qu'il connaît des révolutionnaires) et de « propagande illégale » ; arrêté à Gerone en octobre 1968 pour les mêmes motifs, condamné à 2 ans de prison ; à sa sortie, contraint de demander l'asile politique en France pour éviter un autre procès qui lui aurait valu d'autres années de prison ; poursuit ses activités en France avec des organisations ouvrières de caractère anti-autoritaire ; en tentant de passer en Espagne avec des exemplaires d'un **Dictionnaire du mouvement ouvrier** auquel il avait collaboré, arrêté par la police française avec deux camarades ; condamné à 1 an de prison ; évadé de la prison de Perpignan, repris à la frontière, et condamné à 6 mois supplémentaires ; arrêté lors de l'affaire de la ferme de Bessière, où l'on découvrit en septembre 1972 du matériel d'imprimerie, des stocks de brochures et des armes, et condamné à 1 an de prison.

José Luis Pons Llobet : jeune militant lié à des organisations maoïstes jusqu'en 1972.

Salvador Puig Antich : a commencé à militer à Barcelone en 1967 ; déjà recherché pour motifs politiques avant cette date il fut arrêté pour activités illégales dans une Commission ouvrière de quartier.

Santiago Soler Amigo : a commencé à militer vers 1962 ; actif dans le Front ouvrier catalan en 1967, puis le Front de Libération populaire, dans Action Comunista, et les Commissions ouvrières ; connaissait bien la gauche communiste italienne et allemande, et l'Internationale situationniste ; a suivi par son évolution toutes les scissions anti-PC, puis anti-léninistes, enfin anti-groupusculaires.

Javier Garriga Paituvi : a commencé ses activités révolutionnaires en 1965 ; intéressé lui aussi par les courants les plus radicaux ; à la sortie d'un congrès de **Lotta Continua** en Italie en 1969, auquel il avait assisté avec deux ouvriers espagnols, interrogé par la police italienne ; à la suite de cet incident, son passeport ne lui fut pas renouvelé.

Emilio Pardinias Viladrich : a d'abord travaillé avec les nationalistes ; venu en France, y fait 3 mois de prison pour activités avec un groupe maoïste ; retourné en Espagne, il poursuit son action.

A partir de 1969, après une série de grèves sauvages et de manifestations de rébellion latente, il apparaissent liés, comme bien d'autres, aux grandes luttes prolétariennes qui ont arraché le masque aux démocrates réformistes et aux groupuscules cherchant à intégrer ces luttes à leurs programmes de « parti ». On voit des groupes autonomes se former en marge du stalinisme, du maoïsme, du trotskysme, de l'anarchisme officiel, et contre eux. Les partis parlementaires et les syndicats réformistes ne sont plus considérés comme les organes (même « dégénérés ») de la révolution sociale, mais comme des organes de

la contre-révolution. Ces groupes formels et informels refusent de se limiter à des objectifs anti-fascistes, prennent position pour les mineurs du Limbourg attaquant par la force les syndicats (1969), les ouvriers polonais détruisant le siège du parti (1970), toutes les révoltes affrontant les instruments du capital au sein de la classe ouvrière, et les phénomènes immédiats de ré-apparition du prolétariat : absentéisme, sabotage. Sur le plan théorique, ils se rattachent à la fraction radicale du mouvement ouvrier, contre le marxisme et l'anarchisme officiels, et pour la gauche communiste après 1917. La guerre d'Espagne avait bien comporté une montée prolétarienne, mais celle-ci n'avait pu se battre sur son propre terrain, et s'était rangée aux côtés d'une forme d'Etat capitaliste (la République) contre une autre (Franco), avant d'être écrasée à la fois par l'une et par l'autre. La guerre de 1939-45, comme celle de 1914-18, est analysée comme inter-impérialiste. Les fascistes ont perdu la guerre en 1945, mais le fascisme l'a emporté en tant que tendance inévitable du capital au totalitarisme et à la misère. En bref, ces groupes ne sont pas la gauche des gauchistes, mais l'une des premières formes organisées d'un mouvement social qualitativement différent.

Une partie de ces éléments se constituèrent en groupes spécifiques d'appui aux luttes des tendances les plus radicales du mouvement ouvrier. Leur but permanent était de répondre en tant que groupes spécifiques, au besoin d'aide matérielle, d'agitation, de propagande, des luttes ouvrières : par l'acte ou la parole.

De telles activités n'avaient rien à voir avec l'action spectaculaire d'un groupe de pression qui veut attirer l'attention, ou la création d'un appareil technique militaire coupé de la réalité sociale. Il ne s'agissait ni de former un « foyer » selon la thèse guévariste, ni même d'attaquer des individus ou édifices symbolisant l'ennemi à abattre. On ne peut même pas parler ici de « lutte armée », mais plutôt d'attaques à main armée destinées à financer certaines activités révolutionnaires. On n'oubliera pas, en effet, que la clandestinité forcée (on risque plusieurs années de prison pour seulement importer en Espagne des livres qui circulent partout librement, sauf bien sûr dans les dictatures militaires et les pays de l'est), impose des conditions difficiles, et coûteuses, à l'édition et la diffusion de textes.

Généralement, les attaques de banque étaient accompagnées d'explications théoriques donnant aux personnes présentes les raisons de l'expropriation. Souvent les spectateurs sympathisaient avec les auteurs des hold-up. Un employé de banque attendit même une demi-heure avant d'alerter la police, et fut, pour cette raison, soupçonné et interrogé longuement.

La meilleure preuve du caractère subversif de ces expropriations réside dans l'attitude prise par l'Assemblée de Catalogne, qui chercha à les interrompre en prenant contact — pacifiquement — avec leurs auteurs. Un cardinal suisse servit d'intermédiaire, et rencontra secrètement des expropriateurs : en vain, il tenta de négocier l'arrêt de ces opérations. Il est évident que les notables catalans n'auraient jamais agi de la sorte dans le cas d'une « dangereuse bande de gangsters ».

D'autre part, le 16 septembre 1973, après l'arrestation de J.L. Pons Lobet et O. Sole Sugranyes, la Garde Civile, ignorant au début qu'elle avait affaire à des « politiques », leur fit traverser les villages au vu

et su de la population, en les maltraitant. Dès qu'on comprit ce qu'ils étaient en réalité, les policiers choisirent au contraire de les transférer discrètement.

C'est à partir de 1970 que quelques groupes développèrent une critique ouverte de toutes les lignes réformistes et gauchistes, et aussi du léninisme. La critique du dirigisme, du groupusculisme et de l'autoritarisme, les conduisit à rompre avec les organisations de base qui voulaient s'approprier les luttes et expériences menées en commun (par exemple la grève d'Harry Walker), et ainsi se groupusculiser. Pour rompre l'isolement et pour survivre sur les plans politique et militaire, quelques camarades conclurent des compromis politiques avec des groupes militaires, par exemple avec les nationalistes qui étaient d'accord pour passer à la « lutte armée ». Ces accords imposés par l'isolement aboutirent à oublier les perspectives antérieures.

En effet, cette orientation était en régression sur les acquis théoriques et pratiques dégagés auparavant. Il n'y a pas de pratique communiste possible sans une lutte systématique contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés. Inversement, il n'y a pas d'action efficace contre eux sans compréhension claire de leur fonction contre-révolutionnaire. Jusqu'à présent toute la stratégie a essayé d'exploiter les diverses difficultés de la bourgeoisie dans sa gestion du capital. Là où les bourgeoisies ont été vaincues, et que des forces de gauche, ou des « partis ouvriers », ont pris le pouvoir, ils n'ont fait qu'assumer le développement du capital à la place de la bourgeoisie défaillante.

Là où la bourgeoisie était puissante, le mouvement ouvrier a été condamné à l'échec. Aujourd'hui le prolétariat refuse cette stratégie et impose la sienne : destruction du capitalisme, auto-négation du prolétariat comme classe. Dès lors la classe ouvrière attaque le capital dans toutes les manifestations de son oppression : hiérarchisation, autoritarisme, exploitation.

Ses fractions les plus avancées s'organisent donc pour des tâches concrètes sur une base d'entreprise et de quartier (territoriale) : contre la CNS (syndicat étatique), contre les Commissions ouvrières bureaucratiques et réformistes, contre le PCE et les divers groupuscules, qui se placent sur le même terrain que les gestionnaires actuels (bourgeois) du capital. Le renforcement de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière passe par l'auto-organisation sur les lieux de travail, dans des comités d'usine et de quartier, et par la coordination et l'extension de la lutte, dans une perspective de lutte de classe, communiste.

La société actuelle a ses lois, sa justice, ses gardiens, ses juges, ses tribunaux, ses prisons, ses délits, sa « normalité ». Face à ces institutions, se développent des organes politiques (partis et syndicats, réformisme et gauchisme), qui ont l'air de s'opposer à cette situation, mais ne font en réalité que la consolider. La justice dans la rue dénonce et attaque toutes les mystifications de la société actuelle.

Refuser ce conformisme de l'action pratique, conduit à mener des actions individuelles ou collectives. Une association de révolutionnaires a pour fonction de pousser à ses ultimes conséquences une critique unitaire du monde. C'est-à-dire la critique globale de toutes les zones géographiques où s'installent les différentes formes de pouvoir de séparation socio-économique. Cette critique est dirigée également contre tous les aspects de la vie.

Elle ne se résume pas à revendiquer l'autogestion du monde actuel par les masses, et vise sa transformation permanente, la décolonisation de la vie quotidienne, la critique radicale de l'économie politique, la destruction et le dépassement de la marchandise et du travail salarié. Une telle association refuse toute reproduction en son sein des structures hiérarchiques du monde dominant. La critique des idéologies révolutionnaires se borne à démasquer les nouveaux spécialistes de la révolution, les nouvelles théories au-dessus du prolétariat.

Le gauchisme n'est que l'extrême-gauche du programme du capital. Sa morale révolutionnaire, son volontarisme et son militantisme ne sont rien d'autre qu'un produit du monde du capital. Ils contribuent à contrôler et diriger la lutte de la classe ouvrière. Aussi toute action qui n'entraîne pas la perspective de critique et de refus total du capitalisme, reste sur son terrain, et est récupérée par lui. Désormais, parler d'ouvrierisme et de militantisme et les mettre en pratique, c'est vouloir éviter le passage au communisme.

Il en va de même de « l'action armée » et de « la préparation de l'insurrection ». Aujourd'hui il n'est plus possible de parler d'organisations politico-militaires. De telles organisations font aussi partie du racket politique. C'est pour cette raison qu'en 1973 certains éléments ayant pratiqué des expropriations se sont auto-dissouts, en tant que groupes spécifiques et formellement organisés, en tant que groupes politico-militaires. Leurs membres se disposèrent à assumer l'approfondissement communiste du mouvement.

Terrorisme et sabotage sont des armes actuellement utilisables par tout révolutionnaire, qu'ils s'exercent par la parole ou le fait. L'organisation est l'organisation des tâches : c'est en ce sens que des groupes de base se coordonnent pour l'action. On peut en conclure que l'organisation, la politique, le militantisme, le moralisme, les martyrs, les sigles, les étiquettes, font désormais partie du vieux monde. Chacun est par ce qu'il fait.

Ainsi chaque individu a pris ses responsabilités personnelles dans la lutte révolutionnaire. Il n'y a pas d'individu qui se dissolve lui-même, c'est l'organisation politico-militaire qui s'est dissoute, en tant qu'organisation centrale. Ses tâches continuent d'être remplies par des groupes autonomes. Le passage à l'histoire nous fait définitivement quitter la pré-histoire de la lutte de classe.

Octobre 1973.

Communiqué de la Préfecture de Police.

MORT HEROIQUE DE L'OFFICIER DE POLICE ADJOINT DON FRANCISCO JESUS ANGUAS BARRAGAN.

Il a été assassiné alors qu'il procédait à l'arrestation des membres d'une dangereuse bande de gangsters.

Le ministre de l'Intérieur lui a attribué la Médaille d'Or du Mérite Policier.

La Préfecture de Police de notre ville avait pu établir en son temps l'existence d'un dangereux groupe de gangsters, qui, basés dans le pays voisin (en France), venaient à Barcelone dans le but d'y accomplir leurs méfaits et d'exercer leur violence et leur vandalisme sur les Caisses d'épargne et les établissements bancaires.

Dès le début, la police entreprit de nombreuses enquêtes dans le but d'établir la nature de ces activités et de mettre fin à une délinquance aussi dangereuse, — ils disposaient d'un armement important : pistolets, mitraillettes, explosifs. Ces recherches se heurtèrent aussitôt à la difficulté que suppose la proximité de notre ville avec la frontière française. Il était évident en effet que ces individus, après avoir perpétré leurs attaques, changeaient de voiture et pénétraient dans le pays voisin avec le produit de leur vol.

Actes de banditisme

Leurs agissements commencent à la Caisse d'épargne de Bellver de Cerdanya (province de Lerida), qui est attaquée le 14 septembre 1972 et leur rapporte 1.000.000 de pesetas. Le 16 novembre 1972, c'est la succursale de la Caisse, 58 rue Escorial, d'où ils emportent 169.000 pesetas. Le 19 janvier 1973, à une succursale de la Caisse d'épargne provinciale de Barcelone, 61 rue Benedicto Mateo, ils dérobent 658.000 pesetas. Le 27, à une succursale de la Banque de Vizcaya, 29 rue du Capitaine Arenas, le butin est de 2.500.000 pesetas. Le 2 mars 1973, à la succursale de la Banque Latino-américaine située au numéro 313 du Paseo de Fabra y Puig, ils emportent 1.300.000 pesetas. Au cours de cette attaque ils blessent grièvement d'un coup de pistolet un employé de la banque, puis échantent un feu nourri avec les fonctionnaires du Corps Général de Police.

Le 6 juin 1973, ils mènent à bien une autre attaque contre la succursale de la Banque de Bilbao située 25 rue Mayor de Sarria, qui leur rapporte 244.000 pesetas, et pour laquelle ils avaient auparavant volé une voiture.

Le 19 juin 1973 a eu lieu une nouvelle attaque contre la Banque Espagnole de Crédit, à sa succursale du numéro 24 de la Gran Via de Carlos III, d'où ils emportent 3.000.000 de pesetas.

Le 21 juin, à la suite d'un incident survenu dans un bar de notre ville, ils abandonnent un sac contenant 95.000 pesetas, un pistolet, d'abondantes munitions, et les faux papiers des gangsters.

L'enquête policière qui suivit permit de localiser deux appartements nommés dans leur jargon « appartements de sécurité », où se trouvaient des crosses de mitraillettes, des mèches détonnantes, des munitions et divers objets liés à leurs activités de gangsters : masques, etc.

Le 15 de ce mois, ils attaquent la Caisse d'épargne de Bellver de Cerdanya (province de Lerida), d'où ils emportent 580.000 pesetas. Le matin du 17, les gangsters se heurtent à la Garde Civile dans les bois de Alp, où, après une intense fusillade, Oriol José Sugranyes et José Luis Pons sont arrêtés par la Benemérita, dont l'intervention est éclatante. Le troisième gangster, Jorge Sole Sugranyes, réussit à s'enfuir. La Garde Civile récupère au cours de cette action une somme de 458.000 pesetas, 2 pistolets et 66 cartouches, tandis que le bandit en fuite emporte le reste de l'argent volé.

Poursuivant d'intenses recherches afin de démanteler cette dangereuse bande, la police de Barcelone parvient à arrêter les individus suivants : Manuel Antonio Canestro Amaya, Maria Angustias Mateos Fernandez, Maria Luise Piguillem Mateos, Emilio Pardinias Viladrich et Santiago Soler Amigo.

Succès dans la journée d'hier

L'après-midi, ayant appris que le prisonnier Santiago Soler Amigo, dit « le Petit », devait rencontrer un autre bandit au carrefour des rues de Gerona et Consejo de Ciento, la police met en place un dispositif afin d'appréhender cet autre individu. Mais celui-ci, Francisco Javier Garriga Paituvi, dit « le Secrétaire », se présente en compagnie d'un autre membre de la bande, Salvador Puig Antich, dit « le Médecin ». Les policiers se précipitent sur les deux hommes dans le but de les arrêter, et s'efforcent de les maîtriser. Devant la violente résistance opposée par Garriga et Puig, à un moment où l'on pouvait craindre à bref délai l'emploi des armes à feu, — compte tenu du risque encouru par les passants non prévenus, — les fonctionnaires de police réussissent à entraîner les deux bandits sous la porte cochère de la maison située au numéro 70 de la rue Gerona, tandis que « le Petit » est laissé sous la surveillance d'un autre policier sur le trottoir. La lutte se poursuit sous le porche. Les policiers parviennent à arracher au « Médecin » un pistolet, mais il continue à opposer une vive résistance, et, se laissant tomber sur le sol pendant la lutte, sort un autre pistolet qu'il avait caché dans son dos, et tire plusieurs coups à bout portant sur l'officier de police adjoint de première classe Don Francisco Anguas Barragan, échange de nombreux coups de feu avec les autres policiers, avant d'être finalement blessé. Pendant ce temps, « le Petit » essaye en vain de prendre la fuite. Il est maîtrisé, et on lui passe les menottes alors qu'il gagne déjà la rue.

L'officier de police est immédiatement transporté à l'Hospital Clínico, en même temps, et dans le même véhicule, que « le Médecin ». Malheureusement le fonctionnaire est décédé à son arrivée à l'hôpital, tandis que son agresseur, blessé de deux balles, est admis dans le même hôpital. Les médecins ne se prononcent pas sur son cas.

Il faut noter que le malfaiteur blessé portait également, en plus de ses 2 pistolets, un couteau à cran d'arrêt de grande dimension, plusieurs chargeurs et de nombreuses munitions.

Le fonctionnaire de police assassiné était âgé de 24 ans, et vivait chez ses parents à Séville. Son père appartenait à la Garde Civile. Anguas Barragan entra dans le Corps Général de Police en 1970, où il s'était toujours distingué par sa conscience professionnelle, son esprit d'abnégation et son courage dans les missions qui lui furent confiées, courage et abnégation qui culminèrent dans cette dernière et brillante mission, au cours de laquelle il sacrifia généreusement sa vie. Son Excellence le ministre de l'Intérieur lui a attribué la Médaille d'or du Mérite Policier à titre posthume.

Une chapelle ardente a été installée au Commissariat du district de l'Université, situé au carrefour des rues Enrique Granados et Malorca. Les obsèques auront lieu demain après-midi.

Barcelone, le 25 septembre 1973.

(Communiqué publié le 26 septembre 1973 dans **La Vanguardia Española**).

Cette brochure est en dépôt à la librairie **Tractatus**, 9, rue Linné, 75005 Paris.